



SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TOKYO



ECHOS AGRO

JAPON-COREE DU SUD

N°31- Janvier 2019

SOMMAIRE

- I- **Focus Export** : Corée et Japon
- II- **Focus entreprise** : AEON Group
- III- **Actualités agricoles:**
 - Une nouvelle dynamique pour l'agriculture au Japon
 - Etat des lieux du soutien à l'agriculture au Japon et en Corée
 - Développement de l'agrotourisme au Japon et en Corée
 - De récentes ambitions concernant le gaspillage alimentaire au Japon
 - L'essor des drones agricoles au Japon
 - Revitalisation des forêts au Japon
- IV- **Actualités sanitaires :**
 - Nouveaux foyers de fièvre aphteuse et prévention de la grippe aviaire en Corée du Sud
 - La peste porcine africaine en France
- V- **Annexes**

I- Focus Export Corée

Exportations produits de la pêche :

Les exportations coréennes de produits de la pêche ont atteint un sommet historique de 2,02 milliards d'euros en 2018, dépassant l'ancien record de 2,01 milliards établi en 2012.

Alors que les destinations d'exportation les plus importantes pour les produits marins coréens étaient le Japon avec 643 millions d'euros et la Chine avec 330 millions d'euros, les exportations vers le Japon ont diminué de 1,2 % en un an, tandis que celles vers la Chine ont augmenté de 6,1 %.

Sur le marché chinois, les produits plus chers ont gagné en popularité, les exportations d'ormeaux, de concombres de mer et de crabes ayant respectivement augmenté de 3 133,1 %, 299,6 % et 215 % par rapport à l'année précédente.

En Asie du Sud-Est, les exportations de produits de la pêche vers le Vietnam ont augmenté de 29,4 % pour atteindre 110 millions d'euros. En particulier, les exportations de thon congelé vers le pays ont bondi de 220,7 %, passant de 8,46 millions d'euros en 2017 à 19,62 millions en 2018.

Exportations produits agricoles :

Les exportations de produits agricoles ont également affiché une croissance soutenue en 2018, leur valeur ayant augmenté de 85 millions d'euros en glissement annuel pour atteindre 5,87 milliards d'euros, soit une troisième année consécutive de croissance.

Si les produits alimentaires transformés étaient auparavant en tête des exportations de produits agricoles, ce sont désormais les produits axés sur la fraîcheur qui les ont remplacés. Les fruits, les légumes et le ginseng font partie des principaux produits exportés.

Les exportations de produits frais, qui avaient stagné au cours des cinq dernières années, ont atteint un niveau record de 1,08 milliard d'euros en 2018, soit 16,6 % de plus qu'un an auparavant.

Les exportations de raisin vers la Chine ont atteint 12 millions d'euros, soit une hausse de 61,%, et les exportations de poires vers des destinations comme le Vietnam et les États-Unis ont augmenté de 21,3% pour atteindre un total de 67,7 millions.

Les exportations de volaille, qui avaient chuté de 58,7% à la suite des épidémies de grippe aviaire en 2017, ont grimpé de 183,7% en 2018 pour atteindre 40,3 millions d'euros.

En outre, les exportations coréennes de tomates, de ginseng et de fraises ont augmenté de 20,5 %, 18,5 % et 9,2 %, respectivement. Les fraises étaient populaires en Malaisie et au Vietnam, tandis que la demande de tomates augmentait au Japon.

Parmi les produits transformés, les exportations de boissons d'origine agricole représentaient 20,6% et les exportations de produits laitiers 22 %.

La Chine représente la plus grande proportion du total des exportations agricoles avec 25,9%(1,52 milliard d'euros), suivie du bloc de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est avec 18,9% (1,1 milliard d'euros), de l'Amérique du Nord avec 12,8% (752 millions d'euros) et du Moyen Orient avec 11,7% (688 millions d'euros).

I- Focus Export Japon



Exportations produits agricoles, sylvicoles et issus de la pêche :

Les exportations japonaises de produits agricoles, sylvicoles, et issus de la pêche se sont élevées à 612 millions d'euros au mois octobre, en hausse de 15 % par rapport au mois d'octobre 2017, selon les données publiées par le Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

Les expéditions totales de produits agricoles en octobre ont augmenté de 18 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 412,6 millions d'euros. Les exportations de produits forestiers ont augmenté de 17% à 26 millions d'euros, tandis que les expéditions de produits de la pêche ont augmenté de 9% à 174 millions d'euros.

Bien que le taux de croissance soit supérieur au ratio requis pour atteindre l'objectif fixé par le ministère des 7 milliards d'euros pour les exportations alimentaires du Japon en 2019, il sera difficile de savoir si le Japon pourra maintenir le ratio à ce niveau élevé tout au long de l'année 2019.

En octobre 2018, parmi tous les postes, le bœuf a grimpé de 22 % pour atteindre 16.8 millions d'euros. Les expéditions de blé, de riz et d'autres types de céréales ont également augmenté de 22 % pour atteindre 33.7 millions d'euros, y compris le riz, qui a bondi de 300 000 à 3 000 000 d'euros si l'on exclut les livraisons au titre de l'aide. Les fruits (frais et séchés) ont légèrement augmenté de 3% à 23.7 millions d'euros, y compris les pommes, qui ont connu une hausse de 18% à 16.1 millions d'euros.

II- FOCUS ENTREPRISE : AEON Group

Forces

Une large gamme de produits

Aeon développe et commercialise une large gamme de produits de marque de distributeur sous la marque Topvalu. Ils ont rapporté 727 milliards de JPY en 2018. Pour augmenter sa base de clientèle, Aeon a baissé en 2018 tous les prix des produits Topvalu de 100 JPY comme par exemple le pain tranché.

Une solide performance financière

La performance financière de la société s'est améliorée au cours de l'exercice 2018. Au cours de l'exercice 2018, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 64 milliards d'euros contre 62,9 milliards en 2017, soit une croissance annuelle de 2,2%. L'entreprise a déclaré un résultat d'exploitation de 1,1 milliard d'euros pour l'exercice 2018, contre 952 millions d'euros pour l'exercice 2017, soit une hausse de 2,5 %. L'amélioration de la performance opérationnelle indique que l'entreprise met l'accent sur une gestion efficace des coûts. Au cours de l'exercice 2018, le bénéfice net d'Aeon a augmenté de 101,7 millions d'euros, passant de 86,3 millions d'euros pour l'exercice 2017 à 186,5 millions d'euros pour l'exercice 2018.

Des opérations diversifiées

Aeon a 291 filiales qui gèrent des magasins spécialisés pour offrir des repas prêts-à-manger, des lunchs préemballés, des plats cuisinés, des supermarchés, des supérettes, des magasins de marchandises générales mais aussi des pharmacies, centres commerciaux et des services financiers.

En 2016, Aeon et Bio c'Bon ont créé la joint-venture Bio c'Bon Japon, puis Aeon a acheté 19.9% des parts de Bio c'Bon. Aeon avait précédemment créé une joint-venture avec Picard au Japon.

Faiblesses

Dépendance des activités au Japon

83,7% du chiffre d'affaires d'Aeon provient du Japon alors que l'entreprise est aussi présente en Chine, en Ontario et dans l'ensemble des pays de l'ANASE.

Opportunités

APE

La mise en œuvre de l'APE affecte positivement Aeon qui importe des produits de l'UE et particulièrement de la France. La suppression progressive des barrières douanières devrait permettre d'augmenter le volume des ventes en abaissant les prix de vente aux consommateurs.

Quelques chiffres sur les importations françaises d'Aeon :

AEON importe pour 65 millions d'euros de produits alimentaires dont 42 millions de vin, 7,7 millions de beurre/fromage et 3.8 millions de produits de la gamme Picard. La filiale Cordon Vert représente à elle seule 17.7 millions d'euros d'importations de vin.

Dans les autres secteurs AEON importe 19,2 millions d'euros d'ustensiles de cuisine (à 90% Tefal), 8,4 millions d'euros en Beauty Care et 3,8 millions d'euros en accessoires/sacs à main.

Croissance du marché de détail

L'entreprise devrait profiter de la croissance du marché de la vente au détail au Japon. La valeur des ventes au détail au Japon s'est élevée à 819 millions d'euros pour l'exercice 2016. Elle devrait atteindre 881 millions d'euros d'ici 2021, soit un taux de croissance annuel de 1,5 %, au cours de la période 2016-2021.

L'agroalimentaire représente la catégorie la plus importante des ventes au détail avec 49,6 % des ventes totales. Les hypermarchés, supermarchés et hard-discounters sont les plus gros vendeurs au détail avec 25,4 % du total des ventes, viennent ensuite les stations-service avec 13,5 % puis les spécialistes de l'alimentation et des boissons avec 10,6 %.

Menaces

Forte compétition

L'entreprise Aeon est confrontée à une concurrence intense de la part d'entreprises nationales et internationales sur le marché de la vente au détail qui est basée sur la taille du magasin, la qualité des services, le format du magasin et l'offre de canaux. L'entreprise fait face à la concurrence des opérateurs nationaux, régionaux et locaux, des entreprises et fournisseurs sur Internet.

Beaucoup de géants étrangers comme Wal-Mart, K-Mart ont également commencé à explorer ce marché. En raison de leur solide réseau d'approvisionnement et de leur présence internationale généralisée, ces détaillants mondiaux génèrent des économies d'échelle importantes et les répercutent sur leurs clients sous la forme de prix bas.

Parmi les principaux concurrents on trouve : Don Quijote Holdings Co, FamilyMart Co, H2O Retailing Corporation, Marui Group Co, Seven & i Holdings Co, Valor Holdings Co, Walmart Inc, et Yamazawa Co.

Risques externes

Les activités d'Aeon étant multinationales, elles sont exposées aux fluctuations des taux de change. Ainsi au cours de l'exercice 2018, la société a enregistré un gain de 7.087 millions JPY provenant de l'écart de conversion de devises étrangères contre une perte de 20.544 millions JPY en 2017 et 34.269 millions JPY en 2016.

Ses multiples magasins sont soumis à de nombreuses lois. Certaines d'entre elles limitent l'aménagement de surfaces commerciales de plus de 10 000 mètres carrés et d'autres protègent les quartiers résidentiels de rachats massifs ce qui ralentit la croissance d'Aeon dans ces secteurs.

III- Une nouvelle dynamique pour l'agriculture au Japon

« We will make hygiene management based on international standards obligatory for all food producers, and strongly encourage the export of delicious Japanese agricultural and marine products worldwide.

Through aggressive agricultural policies, exports of agricultural, forestry and fishery products have topped record highs for five consecutive years. Agricultural income recently reached 3.8 trillion yen, the highest level in 18 years. The number of young new farmers in their 40s or below has exceeded 20,000 people for three consecutive years for the first time since we started keeping statistics.

Honorable members of the Diet, let us strongly advance reform across the entirety of the agriculture, forestry and fishery industries, and launch a new era for these industries, such that young people have dreams and hopes of working in them. » Déclaration de Shinzo Abe devant la Diète le 22 janvier 2019

Le système de hiérarchisation de la société de l'époque Edo (1600-1868) plaçait le paysan juste après le seigneur car il était au cœur d'un processus de création ; venait ensuite l'artisan qui transforme ce qui a été créé puis le marchand qui en fait le commerce. Si l'après seconde guerre mondiale a fait la part belle aux industriels, ce sont désormais les grands acteurs de la robotique et du numérique qui sont les favoris de l'opinion publique.



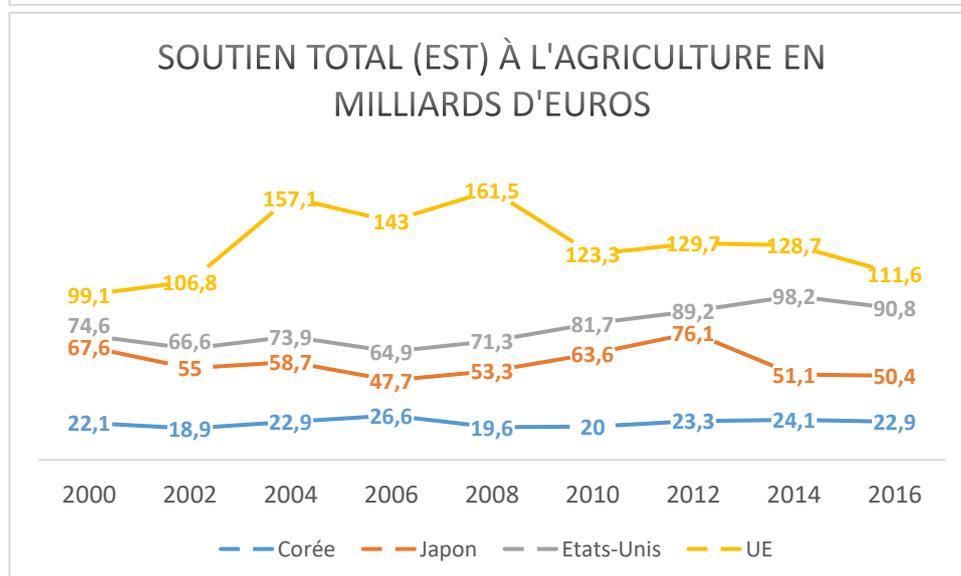
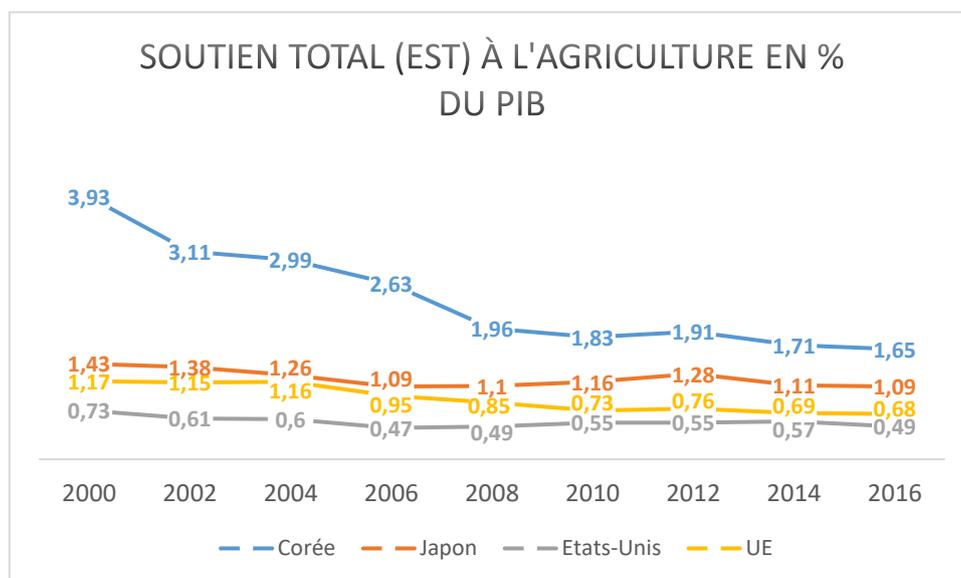
La déclaration de Shinzo Abe redonne de la considération au monde de l'agriculture qui subit fortement le vieillissement de la population et le manque d'attractivité pour les jeunes. Elle se fait l'écho d'un regain d'intérêt de la part des Japonais pour leur agriculture. En effet, comme le souligne Shinzo Abe, le nombre de nouveaux agriculteurs de moins de 40 ans s'est maintenu au-dessus de 20 000 ces trois dernières années. Autre indicateur : les meilleures ventes en librairie ont concerné des livres traitant de vulgarisation agricole.

La réussite des 141 000 agriculteurs de moins de 40 ans, représentant 10% du nombre total d'agriculteurs au Japon, est encourageante pour l'avenir de l'agriculture japonaise. En effet, 45% de ces jeunes agriculteurs vendent pour 80 000€ de produits par an alors que ce pourcentage est de seulement 4,4% pour les agriculteurs de plus de 40 ans.

Les jeunes agriculteurs investissent dans des équipements leur permettant de réduire le nombre d'heures de travail. Ainsi dans la culture du riz, un agriculteur de moins de 40 ans a un temps de travail pour 10 ares qui est inférieur de 40% à celui d'un travailleur plus vieux mais des investissements en équipement supérieurs de 25%.

Certains grands groupes nourrissent ce regain d'intérêt de la part des nouvelles générations en proposant des conditions de travail intéressantes. Un exemple : pour attirer des jeunes qui ne souhaitent pas investir dans leur propre ferme, Aeon a mis en place des programmes spéciaux dans ses fermes maraîchères permettant des conditions de travail plus souples. En plus de permettre aux jeunes employés de déterminer leurs horaires de travail, Aeon offre des avantages sociaux comparables à ceux des grandes entreprises comme Mitsubishi et ses employés peuvent prendre un congé de garde d'enfants, un congé de maternité et des congés payés plus longs que chez Mitsubishi.

Etat des lieux du soutien à l'agriculture au Japon et en Corée du Sud

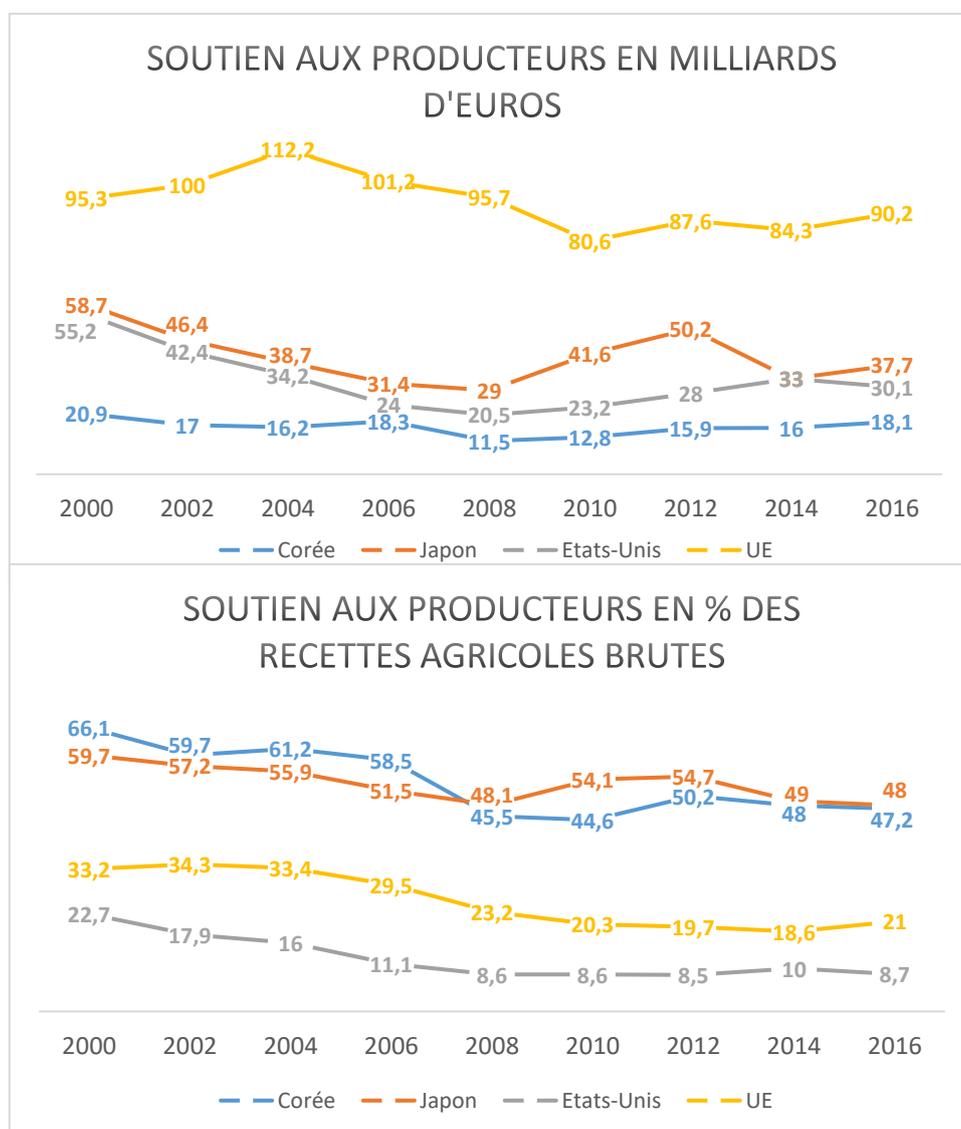


La Corée du Sud et le Japon soutiennent de manière conséquente leur agriculture. La valeur du soutien total à l'agriculture japonaise et coréenne en milliards d'euros est certes inférieure à celle du soutien aux Etats-Unis ou en UE, mais elle n'en est pas moins importante au regard de leurs PIB respectifs.

Cependant, ces deux graphiques nous montrent que si pour le Japon, la part du PIB allouée à l'agriculture a toujours été comprise entre 1,09% et 1,43%, traduisant ainsi une considération politique stable de l'importance de l'agriculture, il en va différemment pour la Corée. En effet, en Corée du Sud, la part de PIB allouée au soutien de l'agriculture est passée de 3,93% à 1,65% entre 2000 et 2016.

Cette diminution en pourcentages n'a pas donné lieu à une baisse en valeur grâce à la croissance globale du PIB. Néanmoins elle est le signe que l'agriculture en Corée ne fait plus partie des axes de développement prioritaires comme le sont l'industrie navale et numérique.

Le soutien total à l'agriculture se ventile en 3 catégories : le soutien aux producteurs, aux consommateurs et aux services d'intérêt général. L'analyse des trois est donc nécessaire pour comprendre son évolution.



Le soutien aux consommateurs et aux services d'intérêt général est resté stable de 2000 à 2016. C'est en fait la variation du soutien aux producteurs qui a induit la variation du soutien global à l'agriculture en Corée du Sud et au Japon. En Corée ce soutien a diminué en valeur mais reste très important quand on compare les différentes courbes du graphe en % des recettes agricoles brutes.

Le soutien fondé sur la production et l'utilisation d'intrants variables sans contraintes sur les intrants composent à 95% le soutien aux producteurs. Ces formes de soutiens génèrent le plus de distorsions et sont un indice du niveau de protection du marché agricole en Corée du Sud. Les produits dont les prix du marché sont soutenus par l'Etat Coréen représentent en 2016 plus de 60% de la valeur totale de la production. Parmi ces produits on trouve : le riz, l'orge, l'ail, le soja, le piment, le lait, la viande bovine et porcine, la volaille et les œufs.

Au Japon, les mécanismes de soutien des prix du marché ont été revus à la baisse et les paiements directs aux agriculteurs ont augmenté. Les soutiens générant le plus de distorsions (soutien fondé sur la production et l'utilisation d'intrants variables – sans contraintes sur les intrants) ont tout de même représenté plus de 80% de l'aide aux producteurs. Les produits dont les prix du marché sont soutenus au Japon sont : le blé, l'orge, le soja, le riz, le sucre, le lait, la viande bovine et porcine, la volaille, les œufs, les pommes, le chou chinois, les concombres, le raisin, les mandarines, les poires, les épinards, les fraises et la ciboule. L'entrée en vigueur de l'APE au Japon pourrait alléger les charges qui pèsent sur le consommateur. Il faudra analyser les effets de la hausse de la TVA pour voir si elle n'annule pas cet allègement.

Développement de l'agrotourisme au Japon et en Corée du Sud

En Corée du Sud, Kim Byeong-su, gouverneur du comté d'Ulleung, a déclaré que tous les efforts seront faits pour transformer la petite île de la mer de l'Est en une attraction agro-touristique de classe mondiale en 2019, grâce à une route nouvellement ouverte le long de la côte et à la préservation du patrimoine culturel. L'investissement d'environ 100 millions d'euros fait pour construire cette route devrait s'accompagner d'un nouveau projet d'aéroport permettant de limiter l'impact des intempéries qui empêchent régulièrement les ferries d'amener les touristes sur l'île.

L'année dernière, 350 000 personnes ont visité le comté d'Ulleung qui a été nommé dans l'édition 2018 de l'Etoile du tourisme de la Corée du Sud, document réalisé par le ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme en Corée du Sud. En plus d'admirer de magnifiques paysages, les touristes se pressent pour visiter pêcheurs et producteurs de calamar, de légumes verts séchés, de bonbons au malt et de pain à la citrouille.

On trouve en Corée du Sud de multiples exemples similaires au comté d'Ulleung qui illustrent une dynamique générale basée sur l'agro-tourisme. Le ministère de l'agriculture en Corée a défini l'agrotourisme comme axe de développement à haut potentiel pour l'année 2019.

De même, au Japon, l'agro-tourisme a fortement progressé. En effet, le gouvernement a bien compris l'enjeu économique : les touristes étrangers ont dépensé en, 2017, 2,6 milliards d'euros en nourriture. Et selon une étude réalisée par les douanes japonaises, la première chose à faire pour 78% d'entre eux est de tester la nourriture japonaise lorsqu'ils arrivent au Japon.

Pour stimuler l'agro-tourisme et faire profiter des zones autres que celles de Tokyo et Kyoto, le gouvernement encourage les séjours à la ferme dans les villages ruraux pour découvrir la vie traditionnelle à la campagne japonaise. Le ministère de l'agriculture devrait lancer très prochainement une plate-forme qui fournira de l'information sur toute une gamme d'expériences alimentaires au Japon. Le concept à la mode est celui des visites de cultures d'ananas dans la préfecture d'Okinawa qui est la seule région à cultiver ce fruit au Japon : les touristes peuvent récolter et déguster les fruits frais sur place.



CHAMP D'ANANAS A OKINAWA

De récentes ambitions concernant le gaspillage alimentaire au Japon

Le Japon a pour ambition de réduire de moitié les déchets alimentaires d'ici 2030, L'année dernière, les ménages japonais ont jeté 2,89 millions de tonnes de nourriture qui auraient pu être consommées, selon le ministère de l'agriculture.

Une ventilation montre que la nourriture gaspillée par l'industrie alimentaire représente 55%, tandis que les déchets alimentaires ménagers représentent les 45% restants.

De la nourriture jetée signifie un gaspillage de l'eau, de l'énergie et du carburant qui ont été nécessaires à sa culture, à son stockage et à sa distribution. En finissant dans un site d'enfouissement elle libérera en plus des gaz à effet de serre.

Les volumes de déchets alimentaires au Japon sont deux fois supérieurs à ceux distribués dans le monde sur une année par l'aide humanitaire.

Une campagne de sensibilisation des ménages est pour le moment la solution envisagée.

Des exemples de réussites locales seront utilisés comme par exemple à Nagoya où le Comité japonais pour la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique (UNDB) a décerné le Prix d'action en faveur de la diversité biologique à une communauté qui s'emploie depuis une décennie à recycler les déchets alimentaires des supermarchés et les repas scolaires pour faire du compost destiné à la culture de légumes. Le projet de recyclage Okaeri Yasai (Welcome Back Vegetables) a été lancé en 2008 sur proposition de Tomoko Okayama, professeur associé d'études environnementales à l'Université Taisho.



Les gouvernements locaux du pays s'efforcent de réduire les pertes et les gaspillages alimentaires, et Kyoto a récemment annoncé qu'il ferait de la réduction des pertes alimentaires une priorité absolue. Selon les calculs de la ville, les pertes alimentaires à Kyoto, avec une population de 1,4 million d'habitants, représentent environ 64 000 tonnes par an, soit 1 % du total du Japon. L'objectif de Kyoto est de réduire les pertes alimentaires à 50 000 tonnes d'ici 2020.

Pour atteindre cet objectif, il faut faire pression sur les vendeurs et les distributeurs d'aliments pour qu'ils révisent la pratique dite du tiers, selon laquelle la période qui s'écoule entre le moment où un produit alimentaire est fabriqué et sa date de péremption désignée est divisée en trois périodes plus courtes. La première est le temps dont disposent les fabricants de produits alimentaires pour acheminer les aliments aux détaillants. La deuxième est la période pendant laquelle les détaillants sont censés vendre le produit. La fin de la période restante est le moment où il est recommandé aux consommateurs de le consommer.

Si l'un de ces " délais " arbitraires n'est pas respecté, les aliments peuvent être jetés, même s'ils restent propres à la consommation.

L'essor des drones agricoles au Japon



Selon une société de recherche basée à Tokyo, Seed Planning, Inc, le marché des drones pour la pulvérisation des cultures devrait passer de 10 millions d'euros en 2016 à 153 millions d'euros en 2022.

Cette forte croissance provient du manque de main d'œuvre provoqué par le vieillissement de la population d'agriculteurs. Au Japon, 66,7% des agriculteurs ont plus de 65 ans.

En plus de remplacer de la main d'œuvre, le drone permet une plus grande rapidité et efficacité lors de la pulvérisation de pesticides. En effet, pour un agriculteur qui utilise un pulvérisateur de pesticide de type sac à dos, il faut une journée entière pour pulvériser un hectare de terre alors que le drone peut faire la même chose en 10 minutes environ. Ces drones coûtent environ 24 000€.

Les dernières générations de drones agricoles présentées par Yamaha au Consumer Electronic Show de Las Vegas peuvent aussi photographier, surveiller les conditions de croissance des plants de riz dans les rizières et interagir grâce à l'intelligence artificielle avec des tracteurs auto-porteurs.

Au Japon, une des limites de l'utilisation des drones pulvérisateurs provient des directives du ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches, qui disposent que lorsqu'un drone pulvérisateur de pesticides est utilisé, le personnel de soutien doit se rendre sur le site avec le personnel d'exploitation pour vérifier que le drone ne pulvérise pas de pesticides en dehors des champs.

La pulvérisation entièrement automatisée qui peut être complétée par une simple pression sur un bouton n'est donc pas encore autorisée dans le système actuel. Le ministère de l'Agriculture devrait dire au cours de l'année 2019 s'il autorise la pulvérisation entièrement automatisée.

Revitalisation des forêts au Japon

« My administration will take on forestry industry reforms for the first time since the end of World War II. The forestry industry in Japan, which possesses abundant forest resources, has significant growth potential.

We will establish a forest bank. Concentrating forest resources among ambitious, capable business operators, we will advance efforts to increase their scale. Furthermore, by having municipalities manage other forests, we will promote national land conservation and pass on the beautiful mountains to the next generation. » Déclaration de Shinzo Abe devant la Diète le 22 janvier 2019

Les forêts couvrent près des deux tiers du pays depuis plus de cinquante ans, ce qui fait que le taux de couverture forestière au Japon est parmi les plus élevés des pays industrialisés, juste après la Suède et la Finlande.



53% des forêts japonaises sont naturelles, 41% sont artificielles et 6% sont des forêts de bambou. Dans le sud du pays on trouve principalement des forêts de type tropical, dans le nord des forêts tempérées et à l'extrême nord des forêts boréales mixtes. Ces différences de climats en fonction des régions permettent donc au Japon d'avoir des arbres de la famille des chênes, des frênes, des tilleuls, des ormes mais aussi des sapins, des pins,

des cèdres et des cyprès japonais.

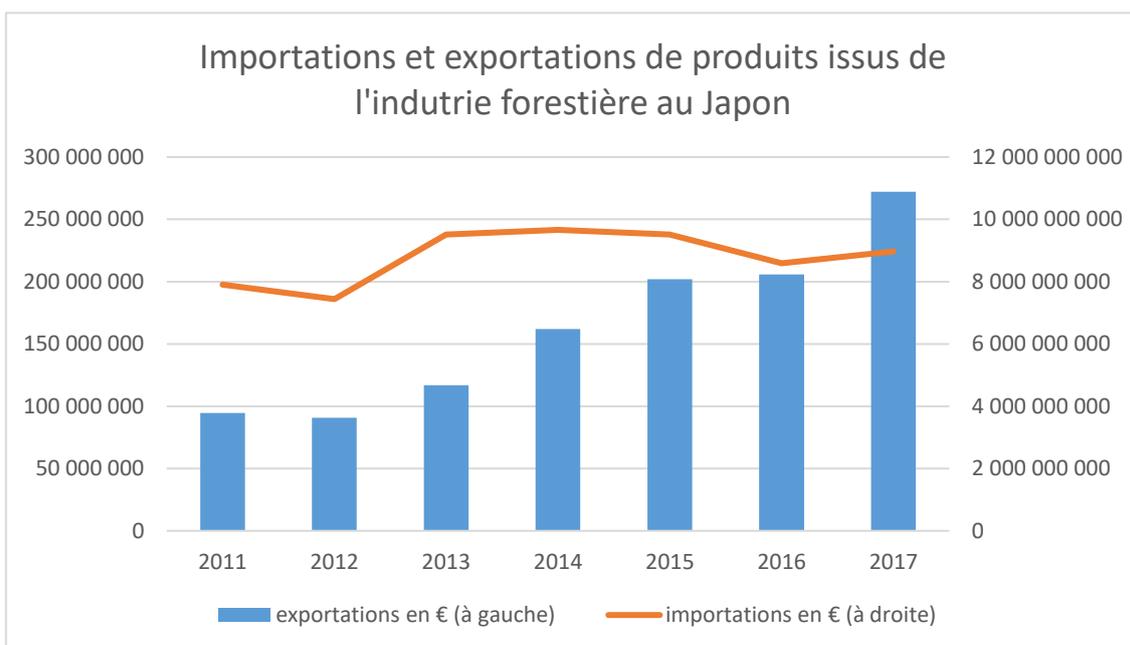
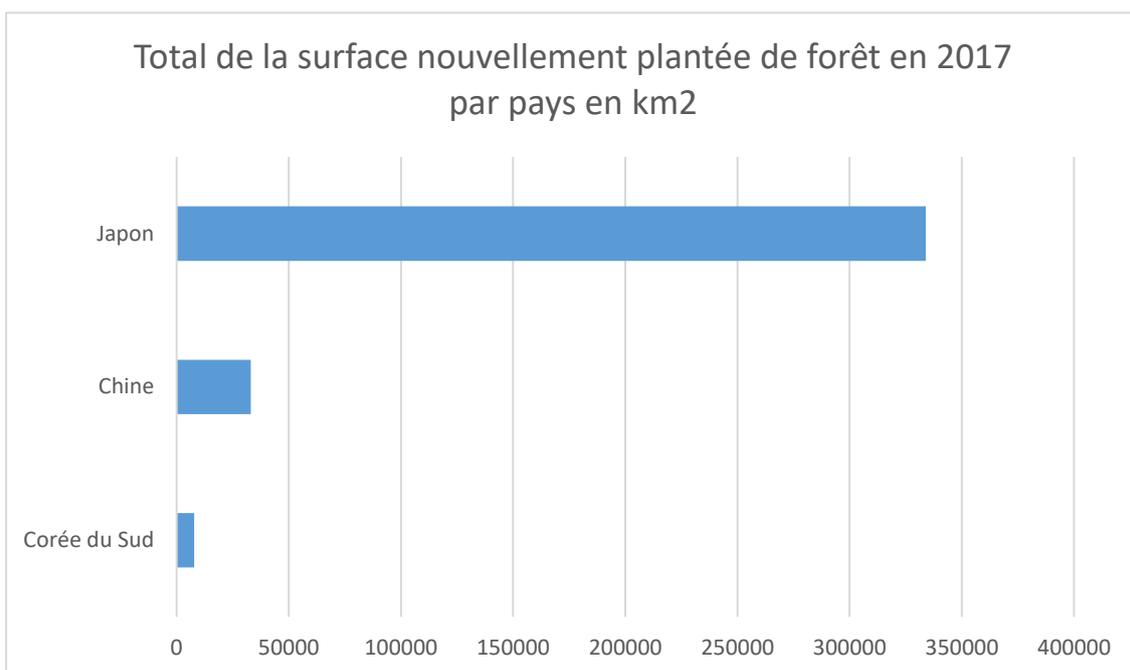
En ce qui concerne le régime foncier, les forêts nationales représentent un tiers du total (8 millions d'ha), le reste étant constitué de forêts publiques et de forêts privées (17 millions d'ha, dont 2,5 millions d'ha de forêts publiques). 75% des propriétaires possèdent 1 à 5ha, 13% ont entre 5 et 10ha, 11% ont entre 10 et 50ha, 1% ont entre 50 et 100 ha, 0,4% ont plus de 100ha.

Beaucoup d'exploitants couplent la production de bois avec celle des champignons comme les Shiitakes afin d'améliorer leurs revenus. En effet, 50% de la valeur produite par l'industrie forestière provient de produits autres que le bois à l'image des champignons.

Au Japon, la sylviculture se pratique depuis 300 ans ou plus, l'aménagement de forêts artificielles en étant la principale activité. En conséquence, au début de l'ère Meiji (dans les années 1860), il y avait déjà de vastes reboisements dans diverses localités. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un réel rebond du secteur forestier s'observe depuis moins de 10 ans.



Le Japon est dans une dynamique de revitalisation de ses forêts comme l'attestent les chiffres de nouvelles pousses plantées en Asie en 2017. Le Japon est le leader incontesté de cet accroissement avec 10 fois plus de surfaces couvertes par des nouvelles pousses qu'en Chine, classée pourtant 2^{ème}.



Shinzo Abe confirme la volonté du gouvernement de soutenir ce secteur dynamique. En effet, les exportations en valeur ont été multipliées par 3 en 6 ans alors que les importations sont restées stables. Elles sont cependant encore loin des importations qui représentent 40 fois la valeur des exportations.

IV- Nouveaux foyers de fièvre aphteuse et prévention de la grippe aviaire en Corée du Sud

L'OIE a notifié le 29/01/2019 l'éclosion d'un nouveau foyer de fièvre aphteuse dans une ferme à moins de 80km au Sud de Séoul. Ce foyer est proche de celui confirmé dans une ferme laitière à Anseong il au printemps 2018. Il touche cette fois un élevage de vaches, l'année dernière la maladie avait frappé d'abord un élevage de porcs.

Cet événement confirme la difficulté de la Corée du Sud à juguler ces épidémies maintenant annuelles.

Afin de prévenir l'apparition de foyers de grippe aviaire, la Corée du Sud interdira l'élevage de volailles dans les zones jugées vulnérable par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des affaires rurales, dans le cadre de la réglementation révisée.

Cette nouvelle réglementation interdit également la création d'autres élevages de volailles dans un rayon de 500 mètres autour des élevages de poulets et de canards existants.

Si une maladie animale contagieuse se déclare à la suite d'une violation de la réglementation sur l'élevage, les fermes seront privées de leur permis d'élevage, a déclaré le ministère.

La mesure de quarantaine plus sévère est imposée alors que les fermes locales ont été durement touchées par une série de flambées de grippe aviaire au cours des dernières années, ce qui a entraîné l'abattage massif de poulets et de canards.



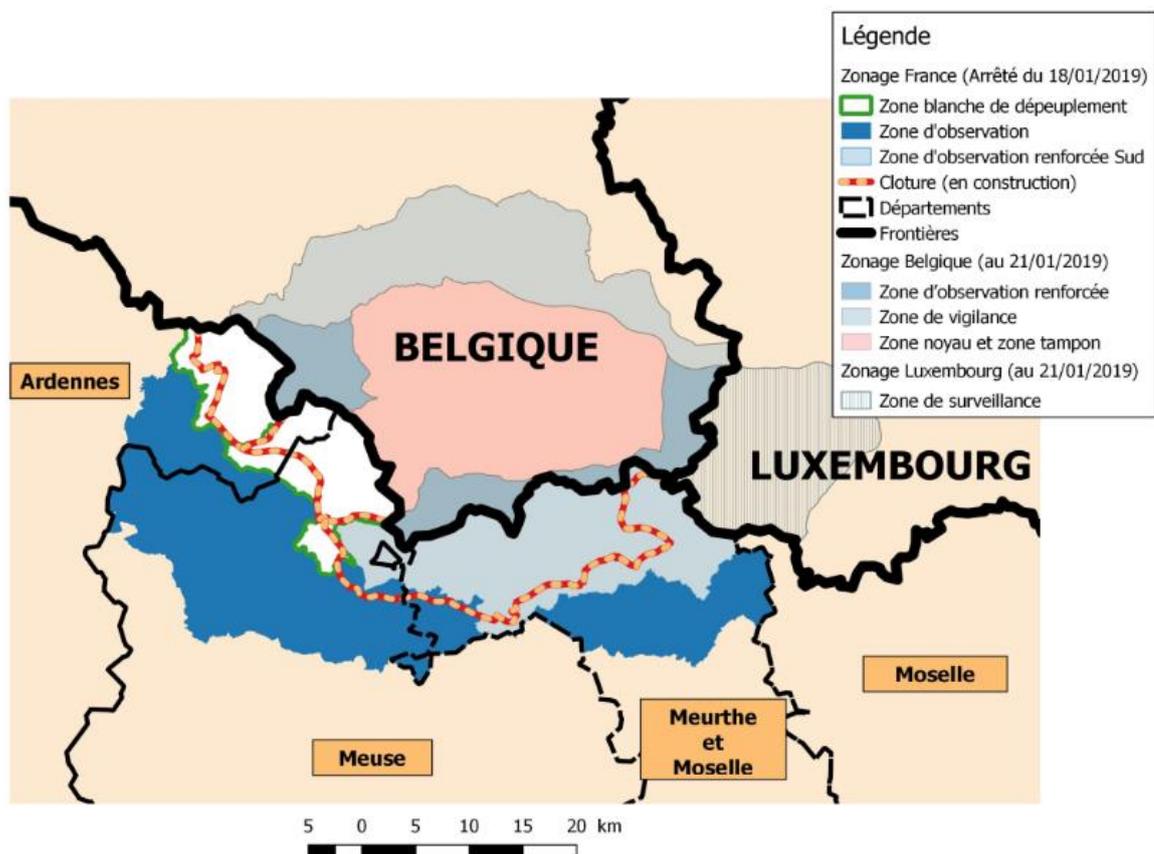
La peste porcine africaine en France

La peste porcine africaine (PPA) est une maladie virale connue depuis le début du XX^{ème} siècle. Elle a principalement sévi en Afrique subsaharienne où le rôle des tiques dans la transmission est majeur. Elle a fait plusieurs incursions en France en 1964, 1967 et 1977 à la suite des cas apparus dans la péninsule ibérique à partir de 1957. Les foyers en France et en Belgique notamment ont été rapidement gérés dans les années 70/80, l'infection étant restée localisée aux élevages. Dans la péninsule ibérique, l'éradication a été complexe, compte tenu notamment du relais lié aux tiques présentes dans la région.

Cette maladie, qui n'est pas transmissible à l'Homme, entraîne des pertes économiques majeures en raison de son taux de mortalité élevé et des restrictions commerciales imposées aux pays touchés. La lutte contre cette maladie est rendue complexe par son épidémiologie (maladie extrêmement contagieuse) et par l'absence de vaccin ou de traitement. La stratégie pour les élevages repose sur une prévention efficace et une gestion sanitaire stricte : détection précoce de tout foyer sur le territoire, abattage des animaux atteints ou susceptibles d'être atteints, limitation stricte des mouvements des animaux, des produits et d'autres vecteurs de transmission.

L'apparition sur le territoire français de cas de PPA aurait d'importantes conséquences aussi bien sanitaires qu'économiques. En effet, la filière porcine française se classe au 5^{ème} rang des industries agro-alimentaire en France, au 3^{ème} rang des filières porcines des pays de l'Union européenne avec 25 millions de porcs charcutiers élevés par an et au 2^d rang des industries de transformation de viandes derrière l'Allemagne.

La France exporte 40% de sa production porcine, principalement en Europe, en Russie et en Asie (Chine). La perte du statut indemne de peste porcine induirait l'interdiction d'exporter dans plusieurs marchés comme le Japon et la Corée par exemple. Actuellement, des clôtures sont construites afin d'empêcher des sangliers vecteurs de la maladie de passer en France. Des battues vont être organisées afin de procéder à l'abattage des sangliers présents dans la zone comprise entre la frontière et la clôture, qualifiée zone blanche.



V- Annexes

Sources :

- Douanes japonaises, MAFF, MAA, Douanes Coréennes, FAO, UN Comtrade, OCDE, MarketLine, Statista, Euromonitor

- Agrotourisme :
<http://english.agrinews.co.jp/?p=9040>
<http://english.agrinews.co.jp/?p=9050>
http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20190128000707&ACE_SEARCH=1

- Exportations
http://www.koreaherald.com/view.php?ud=20190120000090&ACE_SEARCH=1
<http://english.agrinews.co.jp/?p=9052>

- Gaspillage alimentaire
<http://english.agrinews.co.jp/?p=8546>

- Nouvelle dynamique agricole
<https://www.japantimes.co.jp/news/2019/01/01/national/agriculture-innovating-secure-future/>
<http://mainichi.jp/english/articles/20181116/p2a/00m/0na/002000c>

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Tokyo (adresser les demandes à sabine.hofferer@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Jean-Christophe BROLY - SER de Tokyo
Rédigé par : Jean-Christophe BROLY en collaboration avec le SE de Séoul

Revu par : Christel PERIDON, Chef du SER

Version du 31/01/2019
Version originelle